

Convention collective

IDCC : 9341. – EXPLOITATIONS AGRICOLES (Hérault)
(28 février 1952)

(Etendue par arrêté du 17 juillet 1954,
Journal officiel du 30 juillet 1954)

AVENANT N° 176 DU 12 JUILLET 2012

NOR : AGRS1397109M
IDCC : 9341

PRÉAMBULE

Dans le cadre du suivi des comptes de résultats du régime conventionnel assuré par Agri-Prévoyance, il a été constaté un déséquilibre technique.

Conscients du fait que ces résultats sont de nature à affecter durablement la pérennité du régime, les partenaires sociaux se sont accordés afin de prendre les mesures nécessaires de retour à l'équilibre du régime de prévoyance.

Article 1^{er}

La loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites a introduit des dispositions visant à relever, de manière progressive, l'âge de départ à la retraite.

Afin de prendre en compte les impacts de cette mesure sur le régime de prévoyance, les dispositions de l'article 7.2 de l'accord prévoyance sont remplacées par :

« Afin de prendre en compte les effets de la loi portant réforme des retraites sur la durée de service des prestations incapacité temporaire de travail et/ou incapacité permanente de travail, il est instauré une cotisation exceptionnelle et temporaire de 0,39 % (soit 0,13 % par an durant 3 années), qui s'ajoute au taux de cotisation du régime.

Cette cotisation exceptionnelle et temporaire sera répartie entre l'employeur et le salarié, soit 0,06 % à la charge du salarié et 0,07 % à la charge de l'employeur.

Cette cotisation sera prélevée pendant une durée de 36 mois.

A l'issue de cette période, la cotisation exceptionnelle et temporaire cessera d'être appelée.

Pour tous les employeurs et les salariés, le taux global d'appel des cotisations destinées au financement des prestations qui correspondent aux garanties couvrant le capital décès, l'indemnité journalière pour l'incapacité temporaire de travail et la rente liée à l'invalidité est réparti à la charge des employeurs et à la charge des salariés, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

(En pourcentage.)

	PART PATRONALE	PART SALARIALE	TOTAL
Décès	0,28	–	0,28
Garantie légale (loi mensualisation) (*)	0,50	–	0,50

	PART PATRONALE	PART SALARIALE	TOTAL
Garantie conventionnelle relais (*)	–	0,20	0,20
Garantie incapacité permanente (*)	0,30	0,31	0,61
Assurance charges sociales patronales (*)	0,21	–	0,21
Réforme des retraites (cotisation exceptionnelle pour 3 ans) (*)	0,07	0,06	0,13
Total	1,36	0,57	1,93
(*) Ces cotisations sont appelées pour tout salarié justifiant d'une ancienneté de 6 mois continus et plus au sein de l'entreprise.			

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 3

Le présent avenant prend effet au 1^{er} janvier 2013 ou le premier jour du mois civil qui suit la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension.

Les parties signataires ont convenu de demander, sans délai, l'extension du présent accord.

Fait à Montpellier, le 12 juillet 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FDSEA Hérault ;
FDCUMA Hérault.

Syndicats de salariés :

SGA CFDT Hérault ;
CFTC-Agri Hérault ;
FGTA FO Hérault.